

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 11/02/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIL ex CDA pays rochefortais**

3 avenue Maurice Chupin  
17300 Rochefort

Références : 0007206966/2026/76  
Code AIOT : 0007206966

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement SIL plateforme de compostage implanté La Noraudière route des Jamelles 17620 Échillais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite faite suite à la mise en demeure signée par arrêté préfectoral du 28 novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIL ex CDA pays rochefortais
- La Noraudière route des Jamelles 17620 Échillais
- Code AIOT : 0007206966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La communauté de communes du pays rochefortais a été autorisée, par arrêté préfectoral du 27 septembre 1999, à exploiter une installation de compostage de déchets verts sur la commune d'Échillais.

L'exploitation de ce site est désormais assurée par le syndicat intercommunaire du littoral (qui exploite également l'usine d'incinération de déchets non dangereux située à proximité). Ce changement d'exploitant a été validé par récépissé du 10 octobre 2023 par la préfecture de la Charente-Maritime.

L'arrêté d'autorisation prévoit notamment une quantité de déchets traités annuellement par l'installation de compostage limitée à 7 000 t.

Un arrêté de mise en demeure a été signé le 23 novembre 2023 suite au constat de plusieurs manquements aux obligations réglementaires.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/09/1999, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure du 28/11/2023	Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réhabilitation des bassins et du système d'aspersion des andains de compostage ont été réalisés et sont opérationnels. Les moyens de lutte contre l'incendie ont été mis en service en 2024. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 23 novembre 2023. Concernant la demande de mise à jour du tableau de classement des activités faite par l'exploitant, l'inspection est toujours en attente de réception d'un dossier de porter à connaissance afin d'en assurer l'instruction.

## 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, suite mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le Syndicat Intercommunautaire du Littoral, exploitant une installation de compostage de déchets verts sise la Noraudière sur la commune d'ECHILLAIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>article 2 Devenir des eaux de ruissellement de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 1999 :</u> en dotant son installation d'un système de collecte (écoulement gravitaire et collecte dans un caniveau) et de traitement (par séparateur à hydrocarbures) des eaux de ruissellement du site en vue de leur réemploi dans le processus de compostage, et en remplaçant les géomembranes du bassin d'orage et de la lagune afin d'assurer leur étanchéité, <b>dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté,</b></li><li>• <u>article annexe I - 4.2 Moyens de lutte contre l'incendie de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 :</u> en installant les moyens de lutte contre l'incendie sur le site adaptés aux risques à défendre, <b>dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</b></li></ul>
<b>Précédents constats du 22/08/2024 :</b>  Un poteau incendie a été implanté à proximité immédiate du portail d'accès à la plateforme de compostage. Il est opérationnel depuis le 25/01/2024. Un test de débit a été réalisé par la RESE le 09/02/2024. En complément, une bâche incendie de 360 m <sup>3</sup> a été installée le 05 avril 2024. Le document de réception du SDIS est remis à l'inspection.  <b>Constats</b>  En complément des constats effectués le 22 août 2024 et rappelés ci-dessus, l'inspection constate la présence d'un panneau d'interdiction de stationner devant la bâche incendie.  Il est également constaté lors de la présente visite que l'installation est dotée d'un système de collecte et de traitement des eaux de ruissellement via un séparateur hydrocarbure. Les effluents traités sont ensuite acheminés vers une lagune puis un bassin d'orage. Les deux bassins étanches précités ont été remis en état et le séparateur à hydrocarbures situé entre les deux bassins est à nouveau opérationnel.  L'exploitant a remis en service un système d'arrosage des andains à partir des eaux de ruissellement de la plateforme collectées dans les bassins étanches réhabilités. L'inspection constate le jour de la visite le bon fonctionnement du système d'aspersion sur l'ensemble des dispositifs répartis entre les andains.  Compte tenu des travaux réalisés et du bon fonctionnement du système d'aspersion constaté lors de la visite du site, il est proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure du 28 novembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/1999, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative, activités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rubriques de la nomenclature des ICPE visées par l'arrêté sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 322 B3 : compostage d'ordures ménagères et autres résidus urbains (autorisation)</li><li>• 2170 : fabrication d'engrais et de supports de culture à partir de matières organiques, la capacité de production étant supérieure à 10 t/j (autorisation)</li><li>• 2260 : broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, blutage, mélange, épluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels, la puissance étant comprise entre 40 et 200 kW</li></ul> Depuis la signature de l'arrêté initial, les rubriques de la nomenclature ICPE relatives au traitement de déchets ont été modifiées : la rubrique 322 B3 a été supprimée, et une rubrique spécifique relative au compostage de déchets verts (2780-1) a été créée. Cette rubrique couvre à la fois l'activité de compostage (relevant précédemment des rubriques 322 B3 et 2170) et les activités de broyage de déchets verts (anciennement 2260).  L'arrêté de 1999 ne fixe pas de capacité de traitement de déchets verts et de production de compost, cependant le dossier déposé dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter précisait que la capacité annuelle maximale de déchets verts entrants ne dépasserait pas 7 000 t.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 31 décembre 2024, l'exploitant a demandé à la préfecture la mise à jour de son tableau de classement par bénéfice de l'antériorité des activités du site.  En réponse, le Préfet a demandé à l'exploitant par courrier du 27 janvier 2025 de lui adresser un dossier de porter à connaissance comportant toutes les explications et justifications nécessaires à l'instruction de la demande.  A ce jour, le dossier n'a toujours pas été déposé à la préfecture.  L'exploitant indique à l'inspection que la rédaction du dossier est en cours de finalisation et devrait parvenir à la préfecture en février prochain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>=&gt; L'exploitant doit transmettre à la préfecture un dossier de porter à connaissance sous trois mois concernant la mise à jour des rubriques concernées par les activités du site, en réponse au courrier du 27 janvier 2025 du Préfet.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois